

Chapitre 1. INTRODUCTION: Les idées gouvernent le monde et les bonnes idées donnent de bons fruits

Soyez soumis, jeunes gens, acceptez les changements du monde ! Ils vont vous demander des sacrifices mais vous préparent tant de lendemains qui chantent!

Il n'y a pas le choix, il faut vivre avec son temps, se soumettre aux impératifs du marché, de la « nouvelle économie », de l'ouverture des frontières, de l'évolution des mœurs et de la malbouffe.

Il faut oublier votre vieille France moisie, accepter une remise en cause permanente d'où la sécurité aura disparue et où seuls les meilleurs sauront s'en tirer: A vous d'en faire partie !

Ecoutez vos maîtres ! ils vous distillent le prêt à penser nécessaire pour intégrer ces « impératifs », Si le communisme est mort, le culte du « sens de l'histoire » et de la négation de la liberté humaine qui le sous-tendait se porte bien : le libéralisme¹ s'y est glissé comme dans des pantoufles !

La vision hégélienne nous annonçait la fin de l'histoire avec le règne de l'État universel, prélude au règne du Sage, homme accédant à la pleine conscience de soi, et se consacrant à la gestion de la Cité. Nouveau rêve platonicien de direction de la cité par les philosophes, qui se résume aujourd'hui aux palinodies médiatiques de gens de plumes qui assimilent leur propre fortune à celle de l'humanité et ont créé l'instrument de leur domination et de notre soumission: la « *pensée unique* ».

Il faut dire qu'elle nous apporte une réponse facile à un exercice nouveau :après un XX^e siècle fondé sur la bipolarité, il nous faut concevoir un monde dont le mécanisme de régulation ne soit plus fondé sur une décharge d'agressivité vers l'extérieur. Nos pays se sont construits dans un savant équilibre fondé « contre l'autre ». Or, nous sommes aujourd'hui seuls, c'est-à-dire tous ensemble, dans une communauté mondiale – informelle mais sculptée par l'histoire- dont le problème est de chercher la source de ses dysfonctionnements en elle-même, et non de créer une collusion éphémère en se mobilisant contre un tiers.

Se contenter de se définir « contre l'autre » c'est seulement dire ce que l'on ne veut pas être. Cela ne dit pas ce que l'on veut être. Cela n'est pas porteur d'une volonté de vivre ensemble. Cela expose ce qui divise, jamais ce qui unit. C'est une pensée immature derrière les atours séduisants d'une phraséologie radicale. Quand « l'autre » disparaît, c'est toute la raison d'être de ces systèmes binaires qui disparaît aussi. Au point que les pseudos contraires, ayant perdu toute aptitude à envisager de vastes perspectives, communient aujourd'hui dans un rationalisme de mauvais aloi qui, faute de penser, ne sait que se soumettre à ses propres oukases.

Ce qui est en cause aujourd'hui, c'est notre capacité à concevoir l'universel, à penser la conjugaison de l'un et du tout.

Il n'y a plus de lien aujourd'hui entre la politique et les idées. Michel Rocard, qui fut un temps le chantre d'une politique inspirée, théorise aujourd'hui son échec : « « *La politique, ce sont les idées* », a dit un jour Albert Thibaudet. A mon sens, rien n'est plus faux. La politique commence là où s'arrête la simple élaboration des idées et où intervient la volonté de les mettre

¹ Par "libéralisme" nous entendons tout au long de cet ouvrage l'idéologie politique selon laquelle les lois du marchés permettent de réguler de manière optimum la société et par conséquent où le politique est assujéti à l'économique. On donne ici au mot "idéologie" tout son sens, à savoir un corpus de présupposés qui s'autojustifient et exclut les faits lorsqu'ils infirment ces présupposés. Le libéralisme ne se confond donc pas avec l'économie de marché qui est l'émanation et l'expression de la "sphère du quotidien" des hommes, selon l'expression de Fernand Braudel, pas plus qu'avec le capitalisme qui est une dynamique de développement économique ayant sa logique propre. Ces notions seront vues en détail au Chapitre 6. Il ne se confond pas non plus avec le "régime libéral" en politique, qui ne postule pas son assujétissement à l'économique.

en œuvre »². La politique coupée des idées que reste-t-il ? L'art de la démagogie des propositions radicales et du compromis. « Dans le cercle étroit des adhérents, militants, compagnons ou camarades, l'examen critique des propositions les plus aventurées est mal venu, discourtois, parce que démobilisateur. C'est ainsi que naît le fanatisme et que se développent bien des propositions déraisonnables ». Propositions déraisonnables qui, confrontées au principe de réalité, devront se noyer dans l'art du compromis, accentuant le désenchantement pour la vie publique. Michel Rocard, qui garde de l'inspiration pour les titres, nomme son article « Servitudes et grandeurs politiques ». Son propos laisse un goût amer: fort peu de grandeur et beaucoup de servitudes! Et de la servitude à la servilité, le pas est vite franchi: la politique ne pense plus, ne délibère plus sur les grands enjeux de l'homme et de la cité. Il reste le jeu-spectacle droite-gauche, qui tente de masquer sous des oppositions factices une communion dans la « pensée unique », celle de la soumission aux « impératifs ». Plus question d'idées, plus question de projet: il faut se contenter de comprendre « que l'on ne peut pas faire autrement », qu'il faut être « moderne » et surtout, par dessus tout, *ne pas être ringard!*³ La peur d'être « ringard » est devenu un nouvel ordre moral, un conformisme des nouveaux bien-pensants qui ont renoncé à vénérer d'autre dieu que celui du marché, à avoir d'autre loi que celle de la jungle, à avoir des idées, à avoir un projet.

Cet abandon, c'est celui de ce qui fonde la finalité et la vie de la cité: la poursuite du bien commun.

LE BIEN COMMUN, AU CŒUR DE LA PENSÉE CRITIQUE

Penser par le bien commun, c'est définir les règles de sa propre cohérence dans un monde où les repères matériels disparaissent, où les structures sociales sont mises à mal, où les technologies créent plus d'informations que nous ne pouvons en digérer.

L'exercice est apparemment difficile. Le premier signe en est notre cécité devant le phénomène : nous continuons à parler de « crise économique », à attendre la « reprise » comme on attend Godot. Tout s'annonce comme un facteur débloquent « il ne se passera rien avant les élections...il faut attendre la baisse des taux...la mise en place de l'euro...la reprise américaine... la fin de la crise asiatique, la remontée du Yen, la baisse du Yen,... les 35 heures..., le round du millénaire... », toujours une nouvelle échéance providentielle justifie l'attentisme sur lequel vont gloser quelques experts à l'aide d'explications définitives ou sentencieuses. Le seul message constant est: *la solution est en dehors de nous et nous n'y pouvons rien.*

Il n'y a pas de crise économique structurelle. Il y a des crises cycliques dues à notre incapacité à piloter les systèmes que nous avons conçus et qui se mettent à tourner fou. Dans nos sociétés, nous n'avons pas à gérer la pénurie mais l'abondance: c'est elle qui tue l'agriculture, la pêche, et détruit l'emploi industriel. Elle les tue parce que, attachés à une vision malthusienne,

² Michel Rocard, « Servitudes et grandeurs politiques », Etudes, décembre 1999

³ Un des cas les plus caricaturaux est sans doute celui d'Alain Minc, major de l'ENA qui, faute de parvenir à diriger une entreprise, décida de devenir gourou. Après avoir prédit en 1986 (trois ans avant la chute du mur) que toute l'Europe allait suivre la voie de la Finlande, soit l'annexion soft à l'Union soviétique, il nous invite aujourd'hui à nous soumettre: "Nous n'avons pas le choix: la réalité internationale nous surplombe avec une force chaque jour plus grande, et sauf à rêver de la commander, comme le Petit Prince de Saint Exupéry les étoiles, nous devons la faire nôtre" (La France de l'an 2000, Odile Jacob, 1994). Le propre de ces nouveaux chantres du capitalisme est d'être d'une incompétence radicale en la matière. Il est vrai que M. Minc ne perdit que 4 milliards de francs dans la faillite de Cerus, ce qui n'est rien en comparaison de ses collègues de l'Inspection des Finances, Jean-Yves Haberer et autres, qui portèrent la facture jusqu'à 150 milliards dans la faillite du Crédit Lyonnais. Outre leur incompétence, l'autre caractéristique de ces nouveaux capitalistes formés à l'école de la social-démocratie est de ne jamais risquer un sous de leurs économies dans les catastrophes qu'ils déclenchent, tout en engrangeant les profits de leurs manipulations douteuses en vertu du principe désormais solidement établi : « *privatiser les profits, socialiser les pertes* ».

nous réussissons l'exploit de recréer la misère au milieu d'une richesse qui a triplé depuis l'appel de l'Abbé Pierre le 1^o février 1954....comme le nombre de mal logés. Chaque année, la publication de l'excellent « Rapport mondial sur le développement humain » nous apprend que plus la richesse du monde augmente, plus il y a de pauvres, plus les inégalités croissent et ce, non plus seulement entre pays riches et pauvres, mais au sein des pays développés eux-mêmes.

Jamais nous n'avons été capables de créer autant de richesses, mais le développement technologique nous renvoie aux plus vieux problèmes de la philosophie : qu'est-ce qui rend une vie digne d'être vécue, qu'est-ce vivre en société, qu'est-ce qui nous protège de la tentation de la barbarie alors que tous nos mécanismes régulateurs disparaissent, qu'est-ce qu'une bonne société? *Les questions que nous pose la technologie sont des questions de philosophie politique* au delà des problèmes techniques.

En remplaçant le déterminisme des totalitarismes précédents par celui du marché supposé être parfaitement rationnel, la théorie libérale est aussi impuissante à répondre à ces questions. Les anciens totalitarismes enfermaient les individus dans une collectivité tyrannique. « L'humanisme libéral » adopte la posture exactement inverse : l'indépendance absolue de l'individu face à toute norme sociale⁴. Or, aucun groupe humain ne peut se maintenir, surtout s'il vit en société ouverte en échange permanent avec l'extérieur, s'il n'a comme seule ambition que la maximisation des intérêts individuels. Le libéralisme présente les mêmes attributs que les idéologies précédentes : Entre l'idéologie et la réalité, il y a la réalité et c'est toujours la réalité qui a tort.

Le choix qui s'offre à nous est, soit céder aux charmes de la régression et de l'hystérie collective dans un retour éperdu vers le mythe d'un passé régulé par une vision lumineuse de l'affrontement des bons et des méchants, d'inventer de nouvelles baudruches et autres miroirs aux alouettes qui vont nous apporter la solution miracle, soit nous donner l'outillage intellectuel pour penser nos nouvelles conditions d'existence en société.

Mission difficile, car la route est semée d'embûches, souligne Immanuel Wallerstein⁵: « Nous savons davantage sur les erreurs du passé que des dangers du futur immédiat ou proche. Il ne faudra pas moins d'un immense effort collectif pour développer une stratégie de transformation lucide. En attendant, la désintégration du système bat son plein, et les ingénieux défenseurs de la hiérarchie et du privilège ne perdront pas un seul instant à la recherche de solutions et d'issues qui « changeront tout afin que rien ne change » ... Nous devons (...) réviser de fond en comble nos vieilles stratégies. Nos vieilles analyses, de même. Nous devons le faire (...) au sein d'une complexe mouvance non unifiée, une foisonnante multiplicité de groupes dont chacun sera tout aussi complexe dans sa propre structure interne ».

Face aux « *ingénieurs défenseurs de la hiérarchie et du privilège* » qui détruisent l'existant pour les conforter au nom de la « modernité », nous avons à construire une pensée qui à aura pour mission de renouer les liens rompus entre une technologie dont la vitesse de mutation devient incontrôlable, une économie dont la croissance ne génère plus de bien-être, et le social, les hommes, leurs pratiques et leurs cultures, qui évoluent par nature lentement, de percées en

⁴ «L'humanisme, tel qu'il apparaît avec la naissance de la modernité, c'est la conviction selon laquelle l'humanité se définit en termes de son développement individuel et collectif, et non en fonction de sa position dans la hiérarchie sociale.» (Wallerstein, 1984, p. 105)

stabilisations et régressions, mais qui seuls peuvent donner les finalités qui assureront la cohésion de l'ensemble du système.

Grande est aujourd'hui notre impuissance. La cause première en est « de la débilite de la pensée politique qui, après le collapse du marxisme, est incapable de pratiquer une pensée complexe et d'envisager un grand dessein.. Il y a impuissance à sortir de la crise du progrès par un autre progrès, à sortir de la crise de la modernité par autre chose qu'un pauvre post modernisme. ⁶»

En un mot, il s'agit de penser la conjugaison de l'un et du multiple, de l'unité et de la diversité, du « *je* » et du « *nous* ».

Les élèves, les jeunes, les étudiants, les futurs « décideurs » de tous ordres ne reçoivent nul enseignement les préparant à une telle mission. L'école a cessé d'être un lieu de formation pour devenir un « lieu de vie », où, au nom de la « démocratie lycéenne » on organise des débats sur des futilités, alors que toute délibération sur l'essentiel disparaît faute d'apprentissage et de maîtrise des fondamentaux. Les humanités et la culture générale ont été abandonnées au nom d'un enseignement « fonctionnel » destiné à former des consommateurs amorphes. Depuis longtemps l'enseignement de la philosophie politique a fait place à un discours généraliste et journalistique. Les sciences de la complexité ne sont pas enseignées dans les universités et écoles d'ingénieurs. Le privilège reste aux matières abstraites comme les mathématiques qui ne servent que de machine à sélectionner, tandis que la France est rejetée du peloton de tête de la recherche scientifique.

Rien ne prépare les responsables de demain à se considérer comme des êtres libres donc responsables, donc comptables de l'avenir qu'ils se préparent et préparent au monde.

La pauvreté de la pensée des élites est catastrophique. Ignorant radicalement les acquis des sciences fondamentales, les progrès de l'intelligence humaine pour résoudre les problèmes complexes, elle en reste à la recherche de « solutions » miracles qui échouent toutes pour une raison simple: il n'y a pas de solutions, il n'y a que des problèmes à résoudre, chaque résolution d'un problème n'annonçant que la venue d'un autre plus complexe. La recherche de « solutions » privilégie la primauté de l'intelligence individuelle et justifie le pouvoir du technocrate. La résolution de problèmes est une démarche humble qui ne peut être que pluridisciplinaire, donc collective et suppose remise en cause permanente. Incapables de se réformer les élites ont choisi la voie qui leur restait: la soumission aux impératifs qu'elles se créent.

Deux modèles s'affrontent donc. Celui des élites actuelles avec leur culture de singe savant, inadaptée à résoudre les problèmes mais adaptée à la conservation de leur domination par l'affirmation répétée de leur certitude d'avoir tout compris. Et un nouveau modèle à bâtir dans la lignée des fondateurs de l'épistémologie contemporaine qui ont ruiné les credos positivistes pour donner une nouvelle actualité aux plus vieilles pratiques de la philosophie politique classique: questionner le monde pour rapporter chaque action au but poursuivi et les évaluer à l'aune d'une interrogation sur le bien et le mal.

Il s'agit de réhabiliter et d'actualiser la plus vieille activité de la philosophie politique : *la pensée critique*.

NOTRE AVENIR NOUS APPARTIENT!:

Ce qui nous arrivera demain ne sera pas le fruit des décisions des autres, de « la crise », de « Bruxelles », du caractère conjoncturel de la conjoncture ou concurrentiel de la concurrence.

⁶ Edgar MORIN "Terre Patrie", Seuil 1993, p. 107

Demain sera le fruit des décisions que nous prendrons et de celles que nous ne prendrons pas parce que nous aurons préféré la politique de l'autruche ou que nous nous en serons remis béatement au « sens de l'histoire » et soumis aux « impératifs » de toutes sortes dont les gourous de la mondialisation ou de la « construction européenne » nous rebattent les oreilles.

- *Ayons des idées*, en nous réappropriant le monde que tous les déterminismes prétendent nous enlever. Le monde est le produit de nos idées, nos idées sont le produit de notre capacité à imaginer l'avenir, elle-même expression de notre liberté.
- *Ayons de bonnes idées*, en posant la question de la bonne société, de la liberté et de l'épanouissement de l'homme comme finalité supérieure, celle du bien commun.
- *Que nos idées donnent de bons fruits*, en les nourrissant tant aux enseignements de la philosophie politique classique qu'aux apports de l'épistémologie contemporaine.

Deux tâches, dès lors, s'imposent:

Etre responsable, au sens anglais du terme⁷. Cela veut dire se déclarer comptables de la terre que nous laisserons à nos enfants. Cela suppose de prendre du pouvoir sur cette société où les richesses que nous créons ne fructifient pas pour le plus grand bien de tous, qui voit maintenant la guerre à deux heures de Paris, et pour accroître notre maîtrise sur nos projets dans un univers devenu totalement imprévisible.

Retrouver la pensée. Les fonctions intellectuelles sont historiquement accaparées en France par une caste de la rive gauche qui définit les modes et les tendances et culpabilise tout déviant, impose ses lubies, supprime le débat pour imposer la « pensée unique ». *Une « pensée unique » en termes de contenu une pensée zéro en termes de processus.*

En rejetant la pensée nous renonçons au projet du bien commun. L'Etat français n'a jamais coûté aussi cher (48% du PIB), alors qu'il ne sert plus à rien. Pendant les trente glorieuses, il en coûtait 35% et avait une vision stratégique à long terme. Il réussit aujourd'hui l'exploit de combiner un coût exorbitant en bureaucratie tout en abandonnant sa mission de régulation. Cas unique au monde, nous combinons les inconvénients et de la lourdeur bureaucratique et du laisser-faire libéral.

Nous avons abandonné le monde de la connaissance pour retourner dans la caverne des opinions. « *La caverne, c'est le monde des opinions opposé à celui de la connaissance* » écrivait magnifiquement Leo Strauss⁸. Notre responsabilité est de ne pas abandonner la pensée aux faiseurs d'opinions, qui ne nous laissent le choix que d'adhérer à une option ou à une autre qui ressortissent toutes du même esprit de soumission. Face à cela nous devons affirmer ce qui est et a été le moteur du progrès humain: la recherche du bien commun, la construction de la *res publica* que l'on nous proclame aujourd'hui comme « ringarde ».

AYONS DES IDEES, RETROUVONS LA PENSEE

« L'homme n'est qu'un roseau, le plus faible de la nature, mais c'est un roseau pensant... Toute notre dignité réside donc en la pensée. C'est de là qu'il nous faut relever... Travaillons donc à bien penser, voilà le principe de la morale »
Blaise Pascal⁹

⁷ En français, la langue vernaculaire assimile le terme responsable à coupable. L'anglais lui affecte deux sens "to be accountable for..." être comptable de ses actions - donc une responsabilité a posteriori, et "to have control over..." avoir la maîtrise, donc une responsabilité a priori sur un processus dont il m'appartient de garder la maîtrise et qui produira des résultats dont je serai comptable.

⁸ Leo Strauss « droit naturel et histoire », Champs Flammarion.

⁹ Pensées, frag. 200-347

L'intelligentsia au pouvoir tend à nous dicter « ce qu'il faut penser », et à définir les modes comme les « notes de tendances » des agences de style et ce qui doit se dire dans les dîners en ville pour avoir l'air culte.

Cette « pensée », ne pense pas, elle « pense que ». Elle émet des opinions auxquelles elle ne supporte aucune contradiction. Elle veut poser un certain nombre de présupposés comme évidents et intangibles, pour rendre hérétique toute velléité de non-conformisme, avec sa conséquence logique : le lynchage médiatique, qui se traduit par l'expulsion des déviants des circuits légitimes de la parole et de la culture légitimes. C'est un totalitarisme soft qui s'installe : le « bien commun » ? Horreur, mais c'est la « Volksgemeinschaft » hitlérienne¹⁰ ! ! Toute idée est aujourd'hui caricaturée par des vocations ratées de commissaires politiques de la pensée qui la travestissent pour la rendre ridicule et la combattre.

« *Bien penser* », au sens que nous en donne Pascal, n'est pas instaurer un autre totalitarisme, révéler une autre vérité. « Bien penser », c'est restaurer la plus vieille activité et la plus essentielle ressource de la démocratie et de l'émancipation de l'homme : la pensée critique.

« *Bien penser* » est différent de « avoir des opinions ». Le projet du « bien penser » est celui de la philosophie politique qui est « *l'effort conscient, cohérent et acharné pour remplacer les opinions sur les principes de la politique par une connaissance. (...) Il est essentiel pour la philosophie politique d'être mise en mouvement, et d'être maintenue en mouvement, par la conscience troublante de la différence entre la conviction, ou la croyance, et la connaissance.* »¹¹ Bien penser ? tout le contraire de ce que veulent nous imposer les « bien-pensants » d'hier et d'aujourd'hui.

La question du bien commun, de la bonne société, traite du rapport entre la cité et l'homme, qui est le thème fondamental de la philosophie politique. Elle ne peut pas être abandonnée à la décision d'un quelconque acteur extérieur, que ce soit le marché, le « sens de l'histoire » ou encore les sciences. Relativisme, historicisme, déterminisme sont les trois compagnons inséparables qui prétendent retirer à l'homme le choix de son organisation sociale en vue du bien commun.

Le parti que nous prenons ici est de dire que *nous sommes libres* et que *nous sommes responsables* du monde que nous construisons, que *l'avenir sera le produit de nos idées*, que *nos idées sont le produit de notre liberté d'imaginer* et de notre *aptitude à penser*. C'est donc une réflexion fondée sur des valeurs. A la pensée contemporaine parcellisée au point qu'elle a rejeté le projet d'une pensée globale initié par Saint Augustin, il est nécessaire de suivre Leo Strauss dans retour vers la philosophie politique classique. Pour les anciens, la « philosophie politique est globale: elle est à la fois une théorie politique et un savoir-faire politique; elle s'intéresse aussi bien aux aspects juridiques et institutionnels de la vie politique qu'à ce qui dépasse le légal et l'institutionnel; elle échappe tout autant à l'étroitesse d'esprit du juriste, à la sécheresse du technicien, aux lubies du visionnaire, à la bassesse de l'opportunisme (...) Elle est dépourvue de tout fanatisme parce qu'elle sait qu'on ne peut éradiquer le mal et par conséquent que les espoirs que l'on met dans la politique doivent être modérés. »¹²

Le XX^e siècle aura vu vivre 99% des savants qu'a connu l'humanité. Les progrès de l'épistémologie nous permettent de nourrir cette pensée globale des systèmes humains. A cette capacité s'est opposé un enseignement et une tendance générale à parcelliser la pensée, à

¹⁰ Le nazisme reposait sur la négation de l'existence et du bonheur individuels et fondait la légitimité de l'individu sur son appartenance à la « communauté du peuple ». « L'ère du bonheur privé est terminée » déclarait Hitler après sa prise du pouvoir (Herman Rauschning, « Hitler m'a dit »)

¹¹ Strauss « Qu'est-ce que la philosophie politique? », PUF p. 18

¹² Strauss, op. cit P. 33

détacher la science et la philosophie. En somme, plus notre découverte du monde accroît le champ du possible, plus nous le réduisons par une pensée atrophiée.

SANS IDEES, IL N'Y A RIEN !

Notre intelligentsia a renoncé à transformer le monde, elle prétend se contenter de l'expliquer, c'est-à-dire d'expliquer des tendances qui dérouleraient leur volonté face à l'absence de la nôtre.

Cette atrophie des idées prend deux formes :

La première est la **perte de la responsabilité** qui est la perte de la liberté (LA SOCIÉTÉ A IRRESPONSABILITÉ ILLIMITÉE **Chapitre 2**). Répondant aux historicistes qui acceptaient le verdict de 1933¹³ comme étant légitime parce que rationnel, Strauss, toujours lui, écrivait « *le plus grand événement de l'année 1933 semblerait plutôt avoir prouvé, si une telle preuve était nécessaire, que l'homme ne peut pas abandonner la question de la bonne société, et qu'il ne peut pas abandonner la question de la bonne société en faisant appel à l'Histoire ou à tout autre pouvoir que celui de sa propre raison* »¹⁴.

Que ce soit le « sens de l'Histoire », l'affirmation de la « responsabilité collective » ou de la mise en avant des « excuses » que chacun a de faire ci ou çà, le sens de la responsabilité individuelle a progressivement disparu. Le mouvement s'est fait en deux temps : la fin de la croissance des « trente glorieuses » après 1968 a servi d'anesthésiant à la nécessité de penser de nouveaux cadres de gouverne de la société et à écraser, tandis que la redistribution des fruits de la croissance servait de lubrifiant. Réhabiliter l'individu par la promotion de sa conscience et l'affirmation de sa responsabilité est la première des tâches.

La deuxième est le **nihilisme** distillé par l'intelligentsia . « *Vouloir quelque chose* » a été remplacé par « *vouloir le rien* ». La démonstration que tout était manipulé, que rien n'existait à l'état d'une pureté romantique originelle, la découverte de l'imperfection de l'homme, la mise en cause nécessaire des normes passées pour faire face à une évolution normale de la société mais qui va s'accélération au rythme des technologies, a rendu tous les « quelque chose » suspects. Aussi le mot d'ordre devint-il « *Mettre rien là où il y a quelque chose* » (Chapitre 3 :NORMES, JE VOUS HAIS !). Toute norme structurante de la vie sociale et personnelle est dénoncée depuis 1968 comme un obstacle à « *jouir sans entraves* ». Le « *je* » du catéchisme libertaire l'a emporté sur le « *nous* » de l'homme social, voué aux gémonies.

L'enjeu de cette rhétorique apparaît clairement trente ans après: laisser l'individu sans autre référence que celle du bourgeois bohème du libéralisme mondialisé. C'est une rhétorique puissante qui sait à merveille utiliser tous les atours de la communication. La réduction des droits et de la liberté de l'individu s'est opérée et s'opère sur un fond de discours inflationniste sur les « *droits* ». Plus l'individu réel est accablé, plus on promeut de nouveaux individus virtuels couverts de « *droits* ».

Ce nihilisme soft prend les atours de « *l'écologie*¹⁵ » et du pacifisme. Il n'en est que plus pervers et plus dangereux : Nous sommes aujourd'hui comme la grenouille plongée dans l'eau tiède¹⁶. Nous entrons, dans l'ivresse des discours ronflants sur les lendemains qui chantent du libéralisme, dans une période de *régression économique* avec l'extension de la pauvreté partout

¹³ Il s'agit bien sur ici de la prise de pouvoir de Hitler, le 30 janvier, par voie légale.

¹⁴ Strauss, op. cit., p. 32

¹⁵ Rappelons - pour mémoire - que l'écologie est une science, encore émergente, et qui comme telle procède par expérimentation, essais et erreurs et est dominée par le principe d'incertitude. Elle n'a bien sur rien à voir avec la supposée "écologie politique"

¹⁶ Si l'on jette une grenouille dans l'eau chaude, elle saute immédiatement de la casserole. Si on la met dans une casserole d'eau froide que l'on chauffe à petit feu elle mourra par asphyxie lente.

dans le monde. *Régression sociale* par la disparition de tout régulateur, de la protection sociale et la faillite annoncée par le déclin démographique. *Régression politique*, par le transfert de la réalité du pouvoir vers des « autorités indépendantes » qui ne le sont que du suffrage universel. *Régression humaine*, enfin, par la victoire de l'individualisme sur l'individu, qu'il laisse, au nom du « jouir sans entraves », sans défense, face à l'angoisse croissante de la solitude et des insécurités. Pour la première fois dans notre histoire de pays développé, la génération à venir aura un niveau de vie inférieur à celui de la génération actuelle.

LE BIEN COMMUN DES BONNES IDEES

• *Ayons donc des idées, mais qu'est-ce qu'une bonne idée ?*

Commençons par regarder ce qu'est une mauvaise idée (Chapitre 4 : Une mauvaise idée qui donne un mauvais fruit: la Babel européenne contre le bien commun). Les eurobéatitudes sont devenues le nouveau sermon que les médias nous assènent à longueur de journées, de journaux et de chaînes. Penchons-nous sur les principes fondateurs de l'« Union européenne » : *Sur quelle conception du bien commun repose-t-il ?* Nec plus ultra de la modernité, les principes fondateurs de l'Union européenne apparaissent comme un piètre reproduction du déterminisme positiviste de technocrates qui refont le monde dans des cénacles fermés. Système beaucoup plus compliqué que complexe, « l'Union européenne » est incompatible avec la démocratie où les seuls à être entendus sont les lobbys. Qu'à cela ne tienne, si les européistes doivent bien reconnaître le « déficit démocratique » de leur progéniture c'est pour nous dire aussitôt, qu'il faut faire « plus d'Europe » comme les communistes nous disaient qu'il fallait faire « plus de communisme » pour pallier les pannes évidentes du système!

Ce bien commun incontournable quel est-il ? (Chapitre 5 Penser par le bien commun) un système de valeur donné une fois pour toutes ? une méthode de résolution de problème ? un prétexte au repli sur le passé ? quel lien avec « l'intérêt général » ? La question est ouverte et ne peut que le rester. L'essentiel du débat est autour de la possibilité même du bien commun que rejettent les nihilistes et les liberalo-libertaires. Affirmer la possibilité du bien commun, c'est affirmer la capacité de l'homme à délibérer sur son avenir et à améliorer le monde.

Comment penser le bien commun? Le premier deuil que nous devons faire est celui des « solutions »: il n'y a pas de « solutions », il n'y a que des problèmes. Une société humaine n'est pas un système déterministe où l'on peut faire un lien direct et précis entre un effet et une cause. Les sociétés humaines sont des systèmes en déséquilibre, et il faut, comme dans le pilotage d'un voilier, faire en permanence des ajustements. Il n'y a pas de ligne droite et il peut toujours y avoir des icebergs. Pour avoir donné à la science et à la technique un pouvoir absolu sur le monde, les concepteurs du « Titanic » l'ont appris aux dépens de leurs passagers. Mais s'il n'y a pas de ligne droite il y a toujours un cap. Ce que nous devons apprendre aujourd'hui c'est à résoudre des problèmes, en sachant bien que la résolution d'un problème n'a pour résultat que la création d'un problème plus complexe, et comme l'écrivit Karl Popper, « *toute vie est résolution de problèmes* ».

Le culte central des rites païens instaurés par le madelino-cohn-bendisme est celui du dieu productivité. Tout doit n'être aujourd'hui que performance, dans le sexe (de peur de paraître « inhibé ») comme dans l'industrie (au nom de la rupture avec « l'archaïsme » français). Ce dieu est censé assurer notre richesse, même si c'est un dieu sévère qui exige des sacrifices humains. Nous lui en avons fait beaucoup et nous attendons toujours qu'il nous apporte la richesse: qu'à cela ne tienne, c'est que nous ne lui avons pas fait encore assez de sacrifices! Vous avez encore vos droits sociaux? Vos régimes de retraite par répartition? Vos protections contre les

licenciements abusifs? Votre Etat-Nation? Vos protections douanières (si, si regardez bien au fond de vos poches)? Et là, qu'est-ce que je vois: un reste d'enseignement public gratuit et obligatoire? Mais c'est donc ça qui sent le moisi! Les divinités du « sens de l'histoire » sont exigeantes. Sacrifiez, sacrifiez leur encore, elles vous le rendront. Lénine nous avait promis que les lendemains chanteraient. Hitler leur apprit à chanter en chœur et à marcher au pas cadencé. Il y a eu des fausses notes, mais cette fois, c'est juré: avec le dieu « libéralisme » on tient le bon bout. Mais l'impératif du sacrifice d'un aujourd'hui bien réel au profit d'un lendemain tout hypothétique n'a pas changé.

Cette approche de la productivité est perverse et nuit en premier lieu à la productivité elle-même en sciant la branche sur laquelle elle est assise! (Chapitre 6: Gouverner par le bien commun). Elle ne voit que les coûts et peu la création de valeur autre que financière. Loin d'être un coût, la prise en compte du bien commun améliore la créativité, la productivité et la compétitivité des firmes. Cela demande, certes, une condition: ne pas se contenter de mesurer ses profits à court terme et de regarder au-delà de son pré carré pour penser le développement durable. Une attitude et une discipline bien peu enseignées dans les écoles de management.

Belle machine quand il s'agit d'assurer le développement technologique, le capitalisme déraile quand il s'agit de réguler la vie économique et sociale et d'assurer l'équilibre du monde. Ce qui bloque, là encore, toute réflexion, c'est la pensée binaire, les assimilations hâtives entre libéralisation des échanges de biens et ceux des capitaux, innovation et disparition des frontières, toutes assimilations non fondées que la pratique et la théorie démentent. Comment ne pas jeter le bébé (le progrès technique, la mondialisation vue comme une ouverture culturelle...) avec l'eau du bain (le libéralisme intégral comme condition sine qua non de cette ouverture) et réguler un monde ouvert et complexe? Cette nouvelle pratique de gouverner des affaires publiques qu'il s'agit d'inventer.

POUR QUE LES BONNES IDEES DONNENT DE BONS FRUITS

L'issue ne sera pas dans un retour en arrière: elle sera dans l'invention du futur par la reconquête de notre liberté, la réinvention de notre bien commun.

Si l'on veut éviter qu'un totalitarisme succède à un autre, nous devons tirer les leçons de nos expériences et apprendre à entreprendre à partir de la restauration et de l'actualisation de nos valeurs. Un des paradoxes les plus criants de notre époque est que nous disposons comme jamais des outils de pensée nécessaires pour comprendre le monde et sa dynamique. Or *plus nos idées et nos théories progressent, plus nos pratiques régressent!* Plus nous avons à notre disposition un savoir permettant de relier les disciplines, de dépasser les faux antagonismes entre le social et l'économique, plus notre enseignement parcellise le savoir et mutile la pensée. Quel est donc le bagage culturel que tout responsable devrait dominer? (**Chapitre 7** : Ce que tout élève sait). Des plus vieux problèmes de la science et de la philosophie (quel est le rapport entre l'objectivité et la subjectivité? Que peut nous apporter la science? Parlons-nous vraiment de ce dont nous parlons?) aux plus récents (Qu'est-ce que la communication? Qu'est-ce qu'un système vivant? Comment fonctionne-t-il? Qu'est-ce que le changement? Comment changer?), on constate que l'on peut se procurer pour quelque centaines de francs quelques bons livres de poche rappelant tous ces excellents principes. Le seul problème est que nos élites ne les lisent pas.

De cette expérience du pessimisme il faut faire une source de refondation qui passe par une nécessaire révolte (**Chapitre 8 RÉVOLTEZ-VOUS!**). La contestation d'un ordre injuste ou devenu inapproprié pour la construction d'un ordre plus juste est le battement du cœur d'une société vivante. C'est une *éthique de la révolte* qu'il s'agit de bâtir. Une éthique qui serve la

poursuite du bien commun, sous la forme à la fois la plus imparfaite et la plus achevée que l'homme lui ait trouvée: *la République*. Sur ces nouvelles jachères il ne nous faudra pas chercher à bâtir un vaste « projet de changement » comme nous le fîmes au XX^e siècle. Faire du progrès technologique une ressource pour le bien commun et non son cimetière va nous demander d'apprendre à bâtir des systèmes stables parce que souples et évolutifs. Abandonnant les « projets de changement » qui accouchèrent soit de souris soit de monstres, nous devons apprendre à *changer par les projets*, par une itération entre un projet global et le foisonnement des initiatives.

Au soir de l'élection de Georges Pompidou, De Gaulle, dans sa retraite irlandaise, commentait, tout en envoyant un télégramme de félicitations à l'heureux élu, « *Le glissement de la France vers la médiocrité va se poursuivre* »¹⁷. Le vieux général était toujours visionnaire. Ce furent les « trente piteuses »¹⁸ dans lesquelles nous sommes toujours empêtrés, et dont il faut maintenant sortir.

Cela ne va pas être de tout repos.

Pour Immanuel Wallerstein « la période de l'après libéralisme va être une ère de luttes politiques majeures, sans doute les plus déterminante des derniers cinq cent ans (...) la période de transition des vingt-cinq années à venir sera une époque de désordre systématique, de désintégration et de lutte politique aiguë autour de modèles concurrents pour le renouvellement du système-monde, c'est-à-dire pour sa reconstruction, la question qui préoccupe la plupart des gens aujourd'hui demeure bel et bien: que faire à présent? »¹⁹

L'histoire nous montre que les annonceurs de fatalité ont toujours eu tort dès lors que le peuple se levait pour les faire mentir. La seule fatalité ne peut résider que dans notre ignorance et notre résignation.

Dans son beau livre « L'esprit de Résistance », Serge Ravanel nous rappelle que ce n'est pas la première fois que notre nation est menacée dans son existence même, et que dans les moments critiques nous sommes capables de reprendre le dessus contre les professeurs de fatalité: « *La Résistance avait développé des réflexes unitaires, enseignant la coopération entre couches sociales, confessions ou opinions différentes. Elle avait appris à mobiliser les hommes autour de quelques grandes valeurs éthiques: le courage, l'esprit de responsabilité, l'honneur, la liberté, la fraternité les droit de l'homme, l'humanisme et la tolérance. Le contraire de l'esprit de démission vichyste. Elle avait découvert la possibilité d'accoutumer les individus à donner la priorité à l'intérêt général par rapport à l'intérêt particulier. (...) A plusieurs reprises dans son histoire, la France a su trouver au plus profond d'elle-même des forces pour faire face à des situations qui mettaient en cause son avenir...Pendant longtemps la France a été une référence dans le monde. En particulier à l'époque du gaullisme. Il serait dommage qu'elle ne devienne qu'une nation perdue dans l'anonymat.*

Le moment n'est-il pas venu de faire revivre l'esprit de résistance? »

Si!

¹⁷ Jean Lacouture, De Gaulle T.3, p.

¹⁸ Nicolas Baverez "Les trente piteuses", Plon, 1998

¹⁹ op. cit p. 17